

Reportage A Genève, là où est auscultée la planète



Une ruche, une fourmilière... Ces métaphores animales viennent à l'esprit de ceux qui connaissent de l'intérieur le fonctionnement de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). L'énorme machine est au service de 193 Etats membres et emploie 8 000 spécialistes de la santé publique répartis dans six bureaux régionaux et 147 pays.

L'institution a été créée en 1948 par l'ONU, avec l'objectif d' "*amener tous les peuples du monde au niveau de santé le plus élevé possible* ". Aujourd'hui, son action a "*une incidence sur la vie quotidienne de tous les habitants de la planète* ", comme le vante une plaquette de la maison.

Le siège, construit en 1966, au milieu de la verdure du quartier de la Genève internationale, emploie 2 200 personnes. C'est un lieu de passage incessant, accueillant chaque mois des colloques et des réunions d'experts. La dernière en date a porté sur le trachome, une affection bactérienne oculaire qui affecte 84 millions de personnes dans les pays les plus pauvres.

Le grand hall du bâtiment principal est sillonné par une multitude d'individus badgés : médecins, scientifiques, responsables de santé publique et d'ONG, représentants de l'industrie pharmaceutique, agroalimentaire ou chimique. Surtout à l'approche de l'Assemblée mondiale de la santé, l'organe décisionnel suprême de l'OMS, qui se tiendra du 17 au 21 mai.

Chaque matin, dans le sous-sol d'un long bâtiment d'une dizaine d'étages, la journée commence notamment par l' "*outbreak meeting* " (réunion épidémie). Une dizaine d'épidémiologistes et spécialistes en maladies contagieuses passent en revue les événements dans le monde, disséquant même des rumeurs. Cette fois-ci, il est question d'épisodes de rougeole recensés au Canada, alors que la maladie y a presque été éradiquée. Puis une dizaine de situations préoccupantes sont répertoriées, dont le décès d'une Egyptienne de 18 ans contaminée par le virus H5N1 de la grippe aviaire et des cas d'empoisonnements alimentaires par la toxine botulique.

Il y a un an, au moment où l'OMS venait de découvrir l'existence d'un nouveau - et à l'époque inquiétant - virus de grippe A(H1N1), cette salle avait été réquisitionnée par la directrice générale, Margaret Chan, et son équipe qui s'y réunissaient plusieurs fois par jour. En contrebas, le SHOC Room (centre stratégique d'opérations sanitaires), "*les yeux et les oreilles de la riposte aux épidémies* ", équipé d'écrans géants et de moyens de communication ultramodernes, fonctionnait 24 heures sur 24 pour coordonner l'information et l'action entre l'OMS et les pays touchés. Une tente pour les médias avait été dressée sur le parking et un bataillon de porte-parole mobilisé.

Ces dernières années, l'agence onusienne, outre son rôle de gendarme international en matière de riposte à de nouvelles épidémies, s'est fixé des priorités sur le renforcement des programmes contre le sida, la tuberculose et le paludisme dans les pays pauvres et sur l'accès aux médicaments essentiels, selon les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), mais aussi sur la prévention des maladies chroniques et l'amélioration des systèmes de santé.

Ces objectifs, toujours plus nombreux, pèsent sur le budget de l'OMS. Depuis quelques années, les contributions régulières des Etats membres se sont érodées. Pour 2011, elles atteignent 472,55 millions de dollars (364,66 millions d'euros) - dont 22 % en provenance des Etats-Unis, 12,5 % du Japon, 8 % d'Allemagne, 6,1 % de France. Elles ne représentent que 20 % du budget de l'agence, contre 51 % il y a une dizaine d'années. Les 80 % restants proviennent de contributions volontaires versées pour la plupart par les mêmes Etats membres mais avec une affectation particulière - 460 millions de dollars des Etats-Unis, 226 millions du Royaume-Uni, 112 millions du Canada.

Parmi les donateurs figurent de plus en plus les fondations, comme celle de Bill et Melinda Gates, devenue un acteur majeur dans le secteur des maladies négligées. Elle est toujours plus influente au sein de l'OMS, tandis que ses liens avec l'industrie pharmaceutique sont connus. Selon des estimations non officielles, sa contribution s'élève à 300 millions de dollars.

Cette évolution inquiète. En janvier, Margaret Chan avait organisé une consultation informelle sur le financement futur de l'OMS. La situation était qualifiée par certains " *d'intenable* ". " *Comment l'OMS peut-elle à la fois chercher des milliards de dollars et prétendre être un régulateur ?* ", interroge un fonctionnaire.

A. Du. (Genève, correspondance)

© Le Monde

◀ **article précédent**

Décodage L'OMS est-elle encore crédible...

article suivant ▶

Zoom Zone trouble autour de Tchernobyl...